



00000036

16 DEC 2024

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°...../AONO/MINEPAT/CISPM/2024 DU
....., EN VUE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UNE VOIE
DE DESSERTE AU QUARTIER NKOLBONG DANS L'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE 1^{er},
DEPARTEMENT DU MFOUNDI, REGION DU CENTRE, EN PROCEDURE D'URGENCE.

1- Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la réalisation des travaux des projets d'infrastructures relatifs aux missions d'aménagement équilibré du Territoire National, le Ministre de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire lance un Appel d'Offres National Ouvert, en vue de l'exécution des travaux de réhabilitation d'une voie de desserte de 115 mètres linéaires au quartier Nkolbong dans l'Arrondissement de Yaoundé 1^{er}, Département du Mfoundi, Région du Centre.

2- Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Installation et repli de chantier
- Dégagement et préparation de terrain
- Terrassements
- Chaussée
- Ouvrages d'assainissement
- Divers

3- Tranches/Allotissement

Les présents travaux sont regroupés en seul lot unique.

4- Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Quatre Vingt Millions (80 000 000) Francs CFA TTC.

5- Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de Quatre (04) mois calendaires. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les prestations.

6- Participation et origine

La participation au présent appel d'offres est ouverte aux entreprises de droit camerounais ayant des compétences dans le domaine des BTP.

7- Financement

Les travaux objet du présent Appel d'Offres sont financés par le Budget d'Investissement Public du MINEPAT, Exercice 2025 sur la ligne d'imputation N° 94 195 05 110000 523511.

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est hors ligne uniquement.

9- Cautionnement de soumission timbré avec mention manuscrite

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à Un Million Six Cent Mille (1 600 000) Francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

P

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du Maître d'Ouvrage aux heures ouvrables à la Direction de la Programmation des Investissements Publics (Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics du Chapitre 94 (SIGAMP-94)), 3ème étage, Ingénieurs d'Etudes DPIP, porte 317, à l'Immeuble principal du MINEPAT à Yaoundé dès publication du présent avis.

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue à la Direction de la Programmation des Investissements Publics (Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics du Chapitre 94 (SIGAMP-94)), 3ème étage, Ingénieurs d'Etudes DPIP, porte 317, à l'Immeuble principal du MINEPAT à Yaoundé dès publication du présent avis, contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO de Soixant Dix Mille (70 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

12- Remise des offres

L'offre en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devra parvenir à la Direction de la Programmation des Investissements Publics (Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics du Chapitre 94 (SIGAMP-94)), 3ème étage, Ingénieurs d'Etudes DPIP, porte 317, à l'Immeuble principal du MINEPAT à Yaoundé, au plus tard le 6 JAN 2025 à 11 heures et devra porter la mention :

16 DEC 2024 00000036
« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°...../AONO/MINEPAT/CISPM/2024 DU
EN VUE DE L'EXÉCUTION DES TRAVAUX DE REHABILITATION D'UNE VOIE
DE DESSERTE AU QUARTIER NKOLBONG DANS L'ARRONDISSEMENT DE YAOUNDE 1^{er} ,
DEPARTEMENT DU MFOUNDI, REGION DU CENTRE, EN PROCEDURE D'URGENCE..
A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Toute Offre non produite en sept (07) exemplaires ou non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé. Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le 16 JAN 2025 à 12 heures, heure locale, par la Commission Interne Supplémentaire de Passation des Marchés auprès du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire, dans la salle de réunion de ladite Commission, Porte C3, à l'annexe 1, Bâtiment de la Coopération avec le Monde Islamique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou de non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis, après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

15.1. Critères éliminatoires

Il s'agit notamment

- de l'absence ou de la non-conformité du cautionnement timbré de soumission à l'ouverture des plis ;
- de la non -production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect de la note minimale de l'évaluation des critères essentiels (27 Oui sur 38 critères) ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;
- l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'Offre financière ;
- l'absence de l'attestation d'inscription aux ordres nationaux (ONIGC) pour l'ingénieur conducteur des travaux ;
- de l'absence d'une pièce de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le sous détail des prix unitaires) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée.

15.2. B- Critères essentiels

L'évaluation des Offres techniques sera faite suivant la notation binaire (oui/non) sur la base des points essentiels ci-dessous et conformément au RPAO :

- La présentation de l'offre 1 critère ;
- Le rapport de visite des lieux 2 critères
- Les références du soumissionnaire 2 critères ;
- La capacité financière 1 critère ;
- La qualification et l'expérience du personnel 15 critères
- Les moyens logistiques 10 critères ;
- La Méthodologie 5 critères.
- La preuve d'acceptation des conditions du marchés (CCAP et CCTP dûment paraphées sur chaque page, signée et daté à la dernière précédée de la mention « lu et approuvé ») (2 critères)

16- Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les remises proposées.

17- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant une durée 90 jours à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Pour toute information complémentaire relative au présent Appel d'Offres, les entreprises intéressées peuvent s'adresser à la Direction de la Programmation des Investissements Publics, Structure Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics du Chapitre 94 (SIGAMP-94), 3ème étage, Ingénieurs d'Etudes DPPI, porte 317, à l'immeuble Principal du MINEPAT à Yaoundé

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, l'ARMP au numéro +237 2 22 20 18 03 ou le Maître d'Ouvrage au numéro 222 22 09 22.

Ampliations :

- MINMAP ;
- ARMP ;
- Maître d'Ouvrage ;
- Président CISP concerné ;
- Affichage chrono.





00000036 /AONO/MINEPAT/CISPM/2024 OF 16 DEC 2024
NOTICE OF NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS
FOR THE EXECUTION
OF REHABILITATION WORKS ON A SERVICE ROAD IN THE NKOLBONG QUARTER IN THE
YAOUNDE 1 SUBDIVISION, MFOUNDI DIVISION, CENTRE REGION, IN EMERGENCY
PROCEDURE.

1- Purpose of the Call for Tenders

As part of the implementation of works on infrastructure projects relating to the missions of balanced development of the National Territory, the Minister of the Economy, Planning and Regional Development is launching a National Open Call for Tenders, with a view to carrying out rehabilitation works on a 115 meters service road in the Nkolbong district in the Yaoundé 1st District, Mfoundi Department, Center Region.

2- Consistency of the works

The works include in particular:

- Site installation and demobilisation
- Clearing and preparation of land
- Earthworks
- Roadway
- Sanitation works
- Miscellaneous

3- Allotment

The present works are grouped into a single lot.

4- Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is Eighty Million (80,000,000) CFA Francs including tax.

5- Estimated deadline for completion

The maximum deadline provided by the Project Owner for the completion of the works, the subject of this call for tenders is four (04) calendar months. This period runs from the date of notification of the service order to start work.

6- Participation and origin

Participation in this call for tenders is open to companies under Cameroonian law with skills in the field of construction.

7- Financing

The works covered by this call for tenders is financed by the Public Investment Budget of MINEPAT, Financial Year 2025 on allocation line No. 94 195 05 110000 523511.

8- Submission method

The submission method chosen for this consultation is offline only.

9- Submission bond stamped with handwritten note

Each bidder must attach to their administrative documents a stamped bid bond, paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public procurement, the list of which appears in Exhibit 14 of the Tender Documents, the amount of which is One million six hundred thousand (1,600,000) CFA francs and valid for up to thirty (30) days beyond the initial date of validity of the offers. The absence of the bid bond issued by a first-rate bank or a first-class financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in the context of public procurement, will result in the outright rejection of the offer. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

P

10- Consultation of the Call for Tenders File

The physical file can be consulted free of charge in the services of the Contracting Authority during working hours at the Directorate of Public Investment Programming (Internal Structure for Administrative Management of Public Procurement of Head 94 (SIGAMP-94)), 3rd floor, DPIP Study Engineers, door 317, at the main MINEPAT building in Yaoundé upon publication of this notice.

11- Acquisition of the Call for Tenders Document

The physical version of the call for tenders document can be obtained from the Directorate of Public Investment Programming (Internal Structure for Administrative Management of Public Procurement of Head 94 (SIGAMP-94)), 3rd floor, DPIP Study Engineers, room 317, at the main building of MINEPAT in Yaoundé upon publication of this notice, against payment of a non-refundable sum of the purchase costs of the Tender Documents of Seventy Thousand (70,000) CFA Francs, payable to the Public Treasury.

12- Submission of offers

The offer in seven (07) copies including one (01) original and six (06) copies marked as such, must reach the Directorate of Public Investment Programming (Internal Structure for Administrative Management of Public Procurement of Head 94 (SIGAMP-94)), 3rd floor, DPIP Study Engineers, room 317, at the main building of MINEPAT in Yaoundé, no later than 16 JAN 2025 at 11 a.m. and must bear the following mention:

16 DEC 2024
"NATIONAL OPEN CALL FOR TENDERS N° 00000036/AONO/MINEPAT/CISPM/2024 OF
FOR THE EXECUTION OF THE REHABILITATION WORKS OF A SERVICE
ROAD IN THE NKOLBONG DISTRICT IN THE YAOUNDE 1ST DISTRICT, MFOUNDI
DEPARTMENT, CENTRAL REGION, IN EMERGENCY PROCEDURE.

TO BE OPENED ONLY DURING THE BID OPENING SESSION"

Any Offer not produced in seven (07) copies or not in accordance with the requirements of the Call for Tenders Document will be declared inadmissible.

13- Admissibility of the tenders

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope. The following will be inadmissible by the Contracting Authority:

- Tenders bearing the information on the identity of the tenderer;
- Tenders received after the deadlines for submission;
- Tenders that do not comply with the submission method.
- Tenders without indication of the identity of the Call for Tenders;
- Failure to comply with the number of copies indicated in the Specific Regulation documents of the tender or offer only in copies.

Any incomplete offer in accordance with the requirements of the Call for Tenders Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence or non-conformity of the bid bond issued by an organization or financial institution approved by the Minister responsible for finance to issue bonds in the field of public procurement or the non-compliance with the models of the documents in the Call for Tenders Documents, will result in the outright rejection of the offer without any recourse. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned is considered absent. The bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

14- Opening of bids

The opening of bids is done in one step and will take place on 16 JAN 2025 at 12 a.m., local time, by the Supplementary Internal Commission for Procurement at the Ministry of Economy, Planning and Regional Development, in the meeting room of said Commission, Door C3, in Annex I, Building of Cooperation with the Islamic World.

Only bidders may attend this opening session or be represented by a single person of their choice duly authorized even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative file documents must be produced in originals or in copies certified as true copies by the issuing entity or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Regulations of the Call for Tenders. They must be less than three (03) months old or have been established after the date of signature of the Call for Tenders notice.

In the event of the absence or non-conformity of a document in the administrative file when the bids are opened, after a period of 48 hours granted by the Commission, the offer will be rejected.

15- Evaluation criteria

15.1. Eliminary criteria

These include

- the absence or non-compliance of the stamped bid bond when the bids were opened;
- the failure to produce, beyond the 48-hour deadline after the bids were opened, a document from the administrative file deemed non-compliant or absent when the bids were opened (except the bid bond);
- false declarations, fraudulent maneuvers or falsified documents;
- failure to comply with the minimum score for the evaluation of the essential criteria (27 Yes out of 38 criteria);
- the absence of a sworn statement of non-abandonment of the construction sites over the last three years;
- the absence of a quantified unit price in the Financial Offer;
- the absence of the certificate of registration with the national orders (ONIGC) for the engineer in charge of the works;
- the absence of a part of the financial offer (the submission, the BPU, the DQE, the sub-detail of the unit prices);
- the absence of the dated and signed integrity charter;
- the absence of the declaration of commitment to respect the environmental and social clauses dated and signed.

15.2. Essential criteria

The evaluation of the Technical Offers will be made according to the binary rating (yes/no) on the basis of the essential points below and in accordance with the Special Clauses of the Tender Files:

- The presentation of the offer 1 criterion;
- The site visit report 2 criteria
- The references of the bidder 2 criteria;
- The financial capacity 1 criterion;
- The qualification and experience of the staff 15 criteria
- The logistical means 10 criteria;
- The Methodology 5 criteria.
- Proof of acceptance of the conditions of the contract (CCAP and CCTP duly initialed on each page, signed and dated on the last one preceded by the words "read and approved") (2 criteria)

16- Award

The Contracting Authority will award the contract to the bidder who has submitted an offer that meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer is evaluated as the lowest bidder, including, where applicable, the proposed discounts.

17- Validity period of offers

Bidders remain bound by their offer for a period of 90 days from the initial deadline set for the submission of offers.

18- Additional information

For any additional information relating to this Call for Tenders, interested companies can contact the Directorate of Public Investment Programming, Internal Structure for Administrative Management of Public Procurement of Chapter 94 (SIGAMP-94), 3rd floor, door 317, at the main building of MINEPAT in Yaoundé

19- Fight against corruption and bad practices

For any denunciation of practices, facts or acts of corruption or facts of bad practices, please call CONAC at number 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) at the numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, ARMP at number +237 2 22 20 18 03 or the Contracting Authority at number 222 22 09 22.

Copy :

- MINMAP;
- ARMP;
- Project Owner;
- Chairman of SITBM concerned;
- Display on noticeboard.

